

PATRIOTES

POUR L'EUROPE



The image shows a woman with long dark hair, wearing a dark blue shirt, holding a black sign with white text. The sign reads 'SAUVONS ERASMUS' in large, bold, sans-serif capital letters. Below this, in smaller white capital letters, is 'PATRIOTS FOR EUROPE FOUNDATION'. The background is a blurred image of a man in a suit and tie, and another man in a suit and glasses, both looking towards the woman. The overall color scheme is dark blue and black.

**SAUVONS
ERASMUS**

PATRIOTS
FOR EUROPE FOUNDATION

**PRÉSERVER
LE PROGRAMME
ERASMUS**



Éditorial

“

Erasmus est l'un des programmes européens les plus emblématiques. Depuis sa création, il a permis à des millions de jeunes Européens d'étudier, de se former et de découvrir d'autres nations du continent. Parce qu'il touche directement à la jeunesse, à l'université et à la transmission culturelle, Erasmus est bien plus qu'un outil administratif : il engage une certaine idée de l'Europe et de sa civilisation.

Depuis plusieurs années pourtant, ce programme s'éloigne de sa vocation originelle. Instrument d'échange et d'enracinement européen, il tend à devenir un outil de pression politique, vecteur de dérives incompatibles avec les intérêts des peuples européens. L'extension d'Erasmus à des pays tiers instables, ainsi que l'attribution de financements à des institutions liées à des réseaux idéologiques ou islamistes en sont l'illustration la plus frappante.

Dans le même temps, l'exclusion durable de la majorité des universités hongroises du programme soulève des questions majeures de cohérence et de responsabilité. En sanctionnant ainsi des étudiants, la Commission européenne franchit une ligne grave : elle semble considérer les étudiants hongrois moins fréquentables que les migrants syriens. Erasmus ne peut devenir un instrument de chantage politique ni un outil de transformation démographique déguisée.

Ce livret s'inscrit dans une démarche globale : actions législatives au Parlement européen, interventions médiatiques et organisation d'une conférence réunissant experts et responsables politiques. L'objectif est clair : alerter, documenter et proposer.

Défendre Erasmus, ce n'est pas l'affaiblir. C'est vouloir le sauver, en le recentrant sur sa mission première : servir les jeunes Européens et la civilisation qu'ils ont en partage.

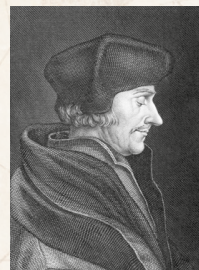
Catherine GRISET,

Député français au Parlement européen.

”



Érasme : *L'humaniste européen*



Érasme incarne une certaine idée de l'Europe : celle de l'humanisme, de la transmission du savoir et du dialogue entre les cultures savantes du continent. Voyageur infatigable, il parcourut l'Europe non pour s'y dissoudre, mais pour en approfondir l'unité intellectuelle. Érasme croyait en une communauté européenne fondée sur les Lettres et la raison, l'héritage gréco-latin et chrétien, et le respect des nations.

Donner son nom à un programme d'échanges universitaires avait donc un sens profond : permettre aux jeunes Européens de se former ailleurs pour mieux comprendre leur propre civilisation. Or, le programme Erasmus s'est progressivement éloigné de cette ambition. D'outil de formation et d'enracinement culturel, il est devenu un instrument idéologique, parfois militant, promouvant une vision hors-sol de l'Europe, coupée de son histoire et de ses peuples. Défendre Erasmus aujourd'hui, c'est vouloir le ramener à l'esprit d'Érasme : une Europe de la culture, non de l'endoctrinement.

Les Grands Tours : *Voyager pour s'enraciner*

Bien avant les programmes institutionnels, l'Europe connaissait déjà une forme d'échange éducatif : le Grand Tour. Du XVII^e au XIX^e siècle, les jeunes aristocrates européens parcouraient le continent pour parfaire leur formation. L'Italie, la France, les Pays-Bas ou l'Empire germanique étaient des étapes obligées. Il ne s'agissait pas de se déraciner, mais au contraire de mieux s'enraciner dans sa propre nation par la connaissance des autres.

Le Grand Tour visait l'excellence, la curiosité, l'admiration des chefs-d'œuvre européens, la maîtrise des langues et des

usages diplomatiques. Il reposait sur une évidence : l'Europe est une civilisation plurielle mais cohérente. Rien à voir avec une mobilité de masse sans exigence ni finalité culturelle.

Ce modèle rappelle ce que devrait être Erasmus : un outil d'élévation, réservé à la formation, à la transmission et à la compréhension mutuelle entre Européens, non un levier idéologique ou un instrument de dilution identitaire.

PATRIOTS
FOR EUROPE FOUNDATION

Erasmus : le nouveau nom de l'arbitraire européen.

Balázs HANKÓ,
Ministre hongrois de la Culture et de l'Innovation.



“

Jusqu'à présent, Erasmus était le nom de l'une des plus grandes réussites de l'Union européenne : un programme consensuel et apprécié, avec des résultats tangibles pour des millions d'Européens depuis trente ans, une marque connue et reconnue au-delà de nos frontières, bref, un motif unanime de fierté pour l'UE. Malheureusement, ce n'est plus le cas, car depuis décembre 2022, l'UE en général et la Commission von der Leyen en particulier l'ont transformé en instrument de chantage politique et financier, un mécanisme pervers qui prend en otage des centaines de milliers d'étudiants et professeurs hongrois, les personnes qu'Erasmus est censé servir.

Cela peut paraître choquant et ahurissant, mais la réalité est que depuis trois ans, 21 universités hongroises représentant 220 000 étudiants et 20 000 professeurs et chercheurs n'ont accès à aucun fonds européen et sont donc exclues d'Erasmus et d'Horizon. Une décision inouïe, absolument inédite : jamais les universités d'un pays, membre de l'UE ou pas, n'ont été ainsi visées et discriminées. Même Ferenc Krausz, prix Nobel de physique 2023, est exclu des programmes européens !

Une infamie sans précédent qui, en outre, a été décidée de la manière la plus arbitraire et opaque. La raison officielle de cette chasse aux sorcières déguisée en défense de l'État de droit est la réforme hongroise de l'enseignement supérieur qui permet aux universités publiques qui le souhaitent de se constituer en fondations indépendantes afin d'avoir plus d'autonomie. Mais voilà, la Commission européenne y a vu le prétexte idéal pour inventer de toutes pièces une infraction : les conseils d'administration de ces fondations constitueraient un « conflit d'intérêts », donc une entorse à « l'État de droit » qui pourrait hypothétiquement avoir un impact sur le budget européen. Un raisonnement ubuesque pour justifier une punition collective et une discrimination éhontée, le tout sans enquête préliminaire, sans consulter un seul étudiant, recteur ou professeur, sans constater aucune malversation et dans un domaine dans lequel l'UE n'a pas l'once d'une compétence.

Sous l'égide de la présidente von der Leyen, Erasmus est donc devenu un instrument de chantage politique contre un État membre alors qu'en même temps, elle souhaite faire de ce programme un vecteur de migration incontrôlée venant de pays tiers. Une décision cynique, une erreur politique et une faute morale qui, plus tôt que tard, fera rougir de honte l'UE.

Balázs HANKÓ,
Ministre hongrois de la Culture et de l'Innovation.

”

“

L'immigration par les amphithéâtres.

Nicolas POUVREAU-MONTI,

Président de l'Observatoire de l'Immigration et de la démographie.



”

L'annonce par la Commission européenne, le 16 octobre dernier, de son projet d'élargissement du programme Erasmus+ à un ensemble d'États situés sur la rive sud de la Méditerranée a suscité une vague de réactions inquiètes. Si elle devait aller à son terme, une telle extension placerait Erasmus au cœur d'une dimension majeure des phénomènes migratoires en Europe : l'immigration dite « étudiante » en provenance de pays extra-européens. La situation française en donne une illustration frappante. L'immigration étudiante est devenue, depuis 2022, le principal motif d'octroi des nouveaux titres de séjour en France – qui s'adressent, par définition, à des ressortissants extérieurs à l'Union européenne.

Cette hausse est essentiellement portée par deux zones géographiques : le nombre de ressortissants d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient obtenant un premier titre de séjour « étudiant » a doublé en dix ans ; le nombre de ressortissants d'Afrique subsaharienne a triplé sur cette période.

Plus largement : 53 % des étudiants étrangers en France sont originaires du continent africain ou du Moyen-Orient, contre seulement 26 % qui viennent d'Europe. Cela signifie qu'avant même les effets prévisibles d'une éventuelle extension d'Erasmus+, il y a déjà, en France, deux fois plus d'étudiants étrangers originaires d'Afrique ou du Moyen-Orient que d'étudiants originaires d'Europe.

Les étudiants issus de certaines nationalités sont très représentés parmi ceux qui restent sur le territoire après la fin de leurs études. Huit ans après leur arrivée pour motif étudiant, 61 % des Algériens disposent encore d'un titre de séjour en France – dont les deux tiers pour motif familial.

Cette croissance « quantitative » s'accompagne d'un profil moyen d'immigration étudiante qui est très peu « qualitatif ». Deux tiers (66,2 %) des étudiants internationaux en mobilité en France n'obtiennent pas leur licence en 3 ans, avec de forts écarts selon les zones géographiques d'origine – jusqu'à 75 % parmi les étudiants venus du Maghreb.

S'y ajoute une forte dépendance budgétaire et sociale : alors qu'ils ne représentent que 14 % de la population étudiante, 53 % des aides d'urgence des CROUS sont accordées à des étrangers. Plus du tiers (36 %) des places au sein des résidences CROUS sont occupées par des étudiants étrangers.

Alors que l'immigration étudiante reste assez peu contrainte par les entraves constitutionnelles et conventionnelles qui pèsent sur d'autres canaux majeurs d'immigration (familiale, « d'asile »...), il serait temps pour le pouvoir politique de reprendre le contrôle sur ce sujet. Or, avec l'extension prévue d'Erasmus+, la Commission européenne prend le chemin exactement inverse.

Nicolas POUVREAU-MONTI,

Président de l'Observatoire de l'Immigration et de la démographie.



Mobilité étudiante : le détournement silencieux d'Erasmus.

Fabrice LEGGERI,
Député des Patriotes pour l'Europe et
ancien directeur de l'Agence Frontex.

“

Le programme Erasmus portait à l'origine une ambition claire : rapprocher les jeunes européennes, transmettre un héritage intellectuel commun et consolider une conscience civilisationnelle partagée. Cette vocation d'échange entre nations s'inscrivait dans une logique d'élévation culturelle et de coopération fondée sur des racines historiques communes.

Depuis plusieurs années, le périmètre et la finalité du dispositif ont évolué. La mobilité ne concerne plus seulement les étudiants européens. En France, les étudiants étrangers représentent environ 15 % des effectifs, un niveau historiquement élevé, avec une progression marquée des flux en provenance de pays extra-européens, notamment d'Afrique du Nord. Une part significative de ces étudiants demeure sur le territoire après l'obtention du diplôme, transformant une mobilité académique temporaire en installation durable.

Cette réalité pose une question politique centrale : celle du lien entre politique universitaire et dynamique migratoire. L'enseignement supérieur devient de fait un vecteur d'immigration légale. L'accueil d'étudiants étrangers constitue historiquement un instrument de rayonnement et d'influence. Mais lorsque ces flux s'inscrivent dans une logique démographique de compensation et s'ajoutent aux autres canaux migratoires, ils participent à une transformation durable du paysage social et culturel.

Une part importante des arrivées concerne des étudiants issus de pays à majorité musulmane. Dans un contexte où la France débat déjà des tensions liées à l'intégration, au communautarisme et à la place de l'islam dans l'espace public, cette dimension nourrit les interrogations sur la capacité du modèle républicain à maintenir sa cohésion. Il ne s'agit pas de mettre en cause une religion ni des individus, mais de poser la question de l'équilibre culturel et de l'assimilation dans un cadre républicain exigeant.

À cela s'ajoutent les enjeux budgétaires et matériels. Le coût réel de formation dépasse souvent les droits acquittés, tandis que la pression sur le logement étudiant et certains services publics alimente le sentiment d'un système mal piloté.

La mobilité académique est une richesse lorsqu'elle est maîtrisée. Elle devient source de tension lorsqu'elle se transforme, sans débat démocratique explicite, en levier indirect de transformation migratoire et sociétale.

”

Fabrice LEGGERI,

Député des Patriotes pour l'Europe et ancien directeur de l'Agence Frontex.

Nos actions législatives :

Question Orale

Manipulation du programme Erasmus+ comme nouvelle filière d'immigration et exclusion des universités hongroises du programme

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/O-10-2025-000043_FR.html

« La Commission assume-t-elle de transformer le programme Erasmus+ en un levier migratoire et idéologique, tout en appliquant des sanctions sélectives qui frappent prioritairement des universités et des enseignants conservateurs, notamment en Hongrie, tandis que des institutions politiquement marquées bénéficient d'une indulgence, au mépris du principe de liberté académique qu'elle prétend défendre ? »

Questions écrites

• **Stopper le financement par Erasmus+ d'universités liées aux islamistes**

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2024-002428_FR.html

« La Commission peut-elle indiquer quelles garanties concrètes elle entend mettre en place afin qu'aucune institution promouvant l'islamisme, la violence, l'inégalité entre les femmes et les hommes ne puisse à l'avenir bénéficier de fonds européens ? »

• **Scandale à l'université islamique des sciences et technologies de Gaziantep : l'argent d'Erasmus+ peut-il financer la radicalisation ?**

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2025-004933_FR.html

Pourquoi la Commission a-t-elle confié à l'Agence nationale turque l'évaluation d'éventuelles sanctions contre l'université GIBTU, alors que cette université — financée par Erasmus+ et le corps européen de solidarité — promeut des événements glorifiant les attaques du 7 octobre, et que le président de cette agence entretient des liens publics avec elle ?

• **Universités britanniques : les Émirats alertent, Erasmus cautionne l'islamisme ?**

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-10-2026-000268_FR.html

Alors que les Émirats arabes unis alertent sur l'islamisme sur les campus britanniques, quelle garantie la Commission peut-elle apporter pour que la réintégration des universités britanniques et l'attribution de fonds Erasmus+ respectent des critères stricts de sécurité, de contrôle et de conformité aux valeurs de l'Union européenne ?



Proposition de résolution

« **Sur le respect de la vocation européenne d'Erasmus+ »**

https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/B-10-2025-0561_FR.html

Cette proposition de résolution demande que le programme Erasmus+ reste centré sur la mobilité intra-européenne, conforme aux traités, qu'il ne soit pas étendu à des objectifs extérieurs tels que l'immigration ou l'ouverture à des pays tiers, et qu'il garantisse l'égalité de traitement entre universités européennes, notamment par la réintégration des établissements hongrois.

Amendement avec Jean-Paul Garraud, président de la délégation française PFE, sur le rapport de la mise en œuvre du programme Erasmus 2021-2027.

« Rappelle le signalement adressé au Parquet européen concernant le financement, au titre du programme Erasmus et à hauteur de plus de 1,8 million d'euros depuis 2009, de l'Université islamique de Gaza ; demande l'ouverture d'une enquête sur ces financements. »

Interviews & Tribunes

FRONTIÈRES

<https://www.frontieresmedia.fr/tribunes/erasmus-un-programme-devoye-par-la-commission-europeenne>

« La liberté académique, dans son sens noble, suppose le pluralisme, la confrontation d'idées et la neutralité des institutions. Aujourd'hui, l'Union européenne s'en éloigne. En France comme ailleurs, des enseignants sont écartés ou harcelés pour leurs opinions. En Hongrie, des étudiants sont privés de mobilité pour des raisons purement politiques. Et dans le même temps, Bruxelles distribue ses subventions à des universités où la charia fait partie du programme d'enseignement. »



<https://www.bvoltaire.fr/tribune-erasmus-quand-bruxelles-deconstruit-les-valeurs-europeennes/>

« En réalité, la Commission instrumentalise le concept d'État de droit pour affaiblir un dirigeant qui lui tient tête, sacrifiant ainsi les étudiants hongrois et exacerbant les divisions au sein de l'Union européenne. Cette politisation des programmes éducatifs et de recherche trahit leur vocation initiale. »

The EUROPEAN
CONSERVATIVE

<https://europeanconservative.com/articles/commentary/erasmus-how-brussels-deconstructs-european-values/>

« Erasmus est un programme trop précieux pour être laissé aux mains des idéologues de Bruxelles. Avec le Rassemblement national, nous continuerons de lutter pour qu'il redevienne un véritable outil d'excellence académique et de transmission des valeurs européennes. »



<https://www.valeursactuelles.com/politique/universites-britanniques-les-emirats-alertent-erasmus-cautionne-lislamisme>

« Universités britanniques : les Émirats alertent, Erasmus cautionne l'islamisme »

« Lorsqu'un pays du Golfe juge nos universités trop dangereuses pour sa propre jeunesse, la question n'est plus idéologique : elle devient civilisationnelle. »



Nos propositions pour sauver Erasmus

Pour restaurer la crédibilité et l'intégrité du programme Erasmus, nous demandons :

- La fin immédiate des sanctions contre la Hongrie. La participation au programme Erasmus ne doit pas être conditionnée par des considérations politiques ou idéologiques.
- Un audit complet des financements européens. Les liens entre Erasmus et des institutions liées à l'islamisme doivent être stoppés immédiatement.
- Un retour aux fondamentaux. Erasmus doit renouer avec sa mission originelle : favoriser la coopération entre les jeunes Européens, transmettre les valeurs de notre civilisation et promouvoir les humanités.
- Simplification administrative, rendre les règles plus simples, rendre le programme plus accessible pour les petites écoles et universités.
- Transfert de compétence de la Commission vers les États, notamment avec la création d'un comité de programme qui inclurait les pays tiers européens. Cela afin d'assurer plus de transparence et un contrôle politique du programme sur l'utilisation des fonds.



PATRIOTES

POUR L'EUROPE

**Brochure financée par le budget 400
du Groupe des Patriotes pour l'Europe**

Bât. WILLY BRANDT – 06M111
60, rue Wiertz – B-1047 Bruxelles

Directeur de Publication : Luc Lahalle
Crédit Photo : Alais Seguy-Coulon
Impression : Maqprint Groupe
Date d'impression : Mars 2026